

## Vers un nouveau syndrome hollandais ?

de

Jean-Paul Azam

Toulouse School of Economics (ARQADE).

**Résumé:** Cette note vise à clarifier les éléments-clefs de la politique macroéconomique annoncée par François Hollande en utilisant un modèle extrêmement simple inspiré de la littérature concernant le « Dutch Disease ». Il montre comment l'hypothèse d'indexation du salaire minimum entraîne une forte incertitude concernant la possibilité d'utiliser une relance par la demande, dans un esprit keynésien, pour « soutenir la croissance » et accroître l'emploi.

Lors du débat télévisé du 2 mai 2012, le futur président Hollande a annoncé les points principaux de sa politique dans le domaine macroéconomique et de l'emploi. Tout en restant au sein de la Zone Euro, il a promis de :

(1) relancer la consommation « pour soutenir la croissance » et résorber le chômage, et  
(2) d'indexer le SMIC, « non seulement sur l'inflation, mais aussi sur la croissance », en utilisant des « coups de pouce » pour faire bénéficier les salariés des fruits de la croissance.

La présente note met en lumière le risque d'incohérence qu'implique la conjonction de ces deux mesures.

Supposons une économie ouverte à deux secteurs. Le premier produit des biens échangeables, soumis à la concurrence étrangère. En régime de change fixe, et en l'absence de dévaluation, le prix de ces biens noté  $p_T$  est déterminé par le marché mondial. Il y a aussi un secteur de biens non-échangeables dont le prix noté  $p_N$  est quant à lui, par définition, influencé par la demande intérieure. Pour saisir les effets d'une politique de relance de la demande intérieure par la consommation comme celle que nous cherchons à analyser dans

cette note, on suppose simplement que le gouvernement contrôle  $p_N$ . On note  $p(p_T, p_N)$  l'indice des prix à la consommation. C'est une fonction croissante et homogène de degré 1 par rapport à ses deux arguments. On suppose que le travail est homogène, tous les salariés recevant le même salaire  $w$ . Pour saisir l'un des éléments-clefs de la stratégie macroéconomique esquissée ci-dessus, on suppose que ce salaire est non seulement indexé sur le niveau des prix  $p(p_T, p_N)$  mais aussi que sa valeur réelle est indexée sur la croissance. On saisit cet effet en supposant que le pouvoir d'achat du salaire est une fonction croissante du niveau de l'emploi total, puisqu'il n'y a pas de croissance sans augmentation de l'emploi à court terme. On note  $\omega(L)$  cette valeur-cible du salaire réel. Dans cette économie, donc, le niveau du salaire n'est pas fixé par le marché et il est contrôlé par l'Etat. On suppose que celui-ci applique la formule d'indexation dont les ingrédients ont été esquissés ci-dessus :

$$w = \omega(L) p(p_T, p_N). \quad (1)$$

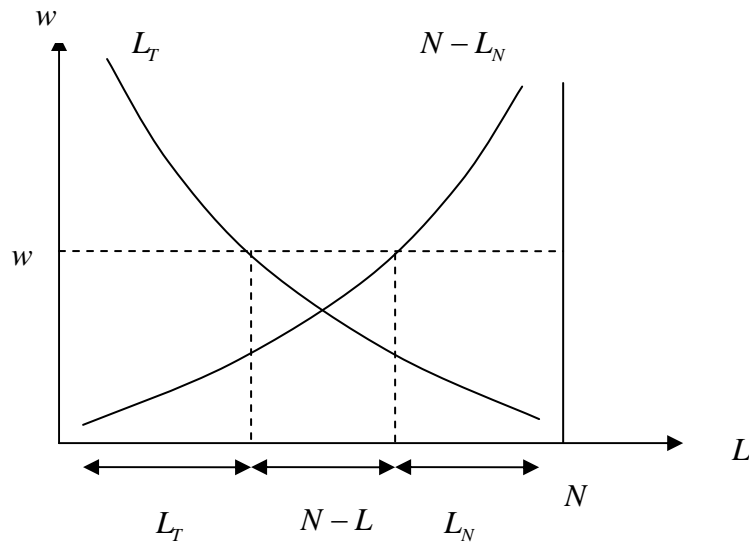
Ces secteurs produisent en utilisant du travail en quantité  $L_T$  et  $L_N$  selon les fonctions de production  $F_T(L_T)$  et  $F_N(L_N)$ , supposées croissantes et concaves comme il se doit pour saisir la décroissance de la productivité marginale. On suppose que la concurrence prévaut sur tous les marchés de sorte que l'emploi dans chaque secteur est déterminé au point où la valeur des productivités marginales est égale au salaire. Ceci est saisi par les deux équations suivantes, où  $F_T'(L_T)$  et  $F_N'(L_N)$  représentent les dérivées des deux fonctions de production :

$$p_T F_T'(L_T) = p_N F_N'(L_N) = w. \quad (2)$$

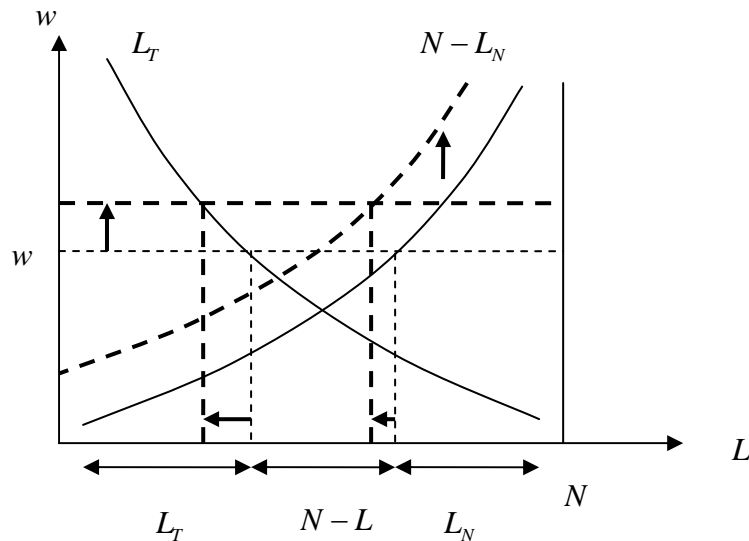
On s'intéresse à une économie où le niveau initial de chômage est positif, avec un emploi total  $L = L_T + L_N$  qui est strictement inférieur à la force de travail notée  $N$ .

La figure 1 propose une représentation de l'équilibre du marché du travail dans cette économie. La courbe décroissante marquée  $L_T$  décrit la demande de travail dans le secteur des biens échangeables que l'on peut déduire de (2). La courbe croissante marquée  $L_N$  représente la quantité de travail  $N - L_N$  qui n'est pas employée par le secteur des biens non échangeables, et que l'on peut aussi déduire de (2) en fonction de  $w$ ,  $p_N$  et  $N$ . Considérée comme une courbe de demande inverse de travail, cette courbe glisse donc vers le haut proportionnellement à une augmentation de  $p_N$ . C'est ainsi que se représente sur ce graphique l'effet d'une politique de relance par la consommation comme celle que nous

cherchons à analyser dans cette note. Etant donné un niveau de salaire fixé initialement à  $w$ , le niveau d'emploi dans chaque secteur est déterminé comme indiqué sur le diagramme. Le niveau initial du chômage  $N - L$  se lit donc par différence entre les deux courbes de demande de travail.



**Figure 1 : L'équilibre initial du marché du travail et du chômage**



**Figure 2 : Les effets d'une relance par la consommation**

La figure 2 représente en pointillés gras les glissements des courbes impliqués par la relance par la consommation supposée, en supposant que les deux biens sont des biens

« normaux », c'est-à-dire que leur demande augmente en réaction à une augmentation de la dépense. L'intérêt de distinguer les deux secteurs comme cela est fait ici est que l'impact immédiat de l'augmentation de la demande intérieure sera différent selon les secteurs. Dans le secteur des biens échangeables, soumis à la concurrence internationale, le prix est déterminé exogènement par le marché international et ne sera pas affecté. Au contraire, par définition, le prix du bien non échangeable va augmenter en réponse à une augmentation de la demande intérieure. Par conséquent, ce secteur sera incité à augmenter sa production et pour ce faire à augmenter son niveau d'emploi. Cet effet est représenté par un glissement vers la gauche de sa courbe de demande de travail jusqu'à la position marquée en pointillés gras. De plus, en réponse à la hausse du prix du bien non échangeable supposée, le mécanisme d'indexation vu ci-dessus va se mettre en œuvre. Il entraîne un glissement vers le haut de la droite horizontale représentant le niveau du salaire, mais d'une moindre ampleur que celle du premier glissement, parce que le prix du bien non-échangeable ne concerne qu'une partie de la dépense des ménages.

Le nouvel équilibre peut se lire sur le diagramme. On observe qu'en réponse à l'augmentation de  $p_N$  une hausse du coût du travail entraîne une baisse de l'emploi dans le secteur des biens échangeables. Malgré la hausse de la demande qui s'adresse à lui, le secteur du bien échangeable est donc amené à réduire son niveau d'emploi et de production, à cause du mécanisme d'indexation, ce qui entraîne un creusement du déficit commercial. Ainsi, malgré l'existence d'un chômage positif, le mécanisme d'indexation supposé entraîne un effet proche de celui que l'on trouve dans les modèles de *Dutch Disease* ou syndrome hollandais. Dans le secteur du bien non-échangeable, en revanche, l'emploi augmente puisque le prix auquel se vend le produit augmente plus que ne le fait le salaire. Par conséquent, l'effet net sur l'emploi total est ambigu, dépendant de l'ampleur relative de l'accroissement de l'emploi dans le secteur du bien non échangeable et de la baisse de l'emploi dans l'autre secteur.

Pour lever cette ambiguïté, nous devons effectuer quelques calculs à partir du modèle présenté. Pour cela, une notation en termes d'élasticités permet d'avancer sans trop de difficultés. Notons  $\lambda_N$  la part de l'emploi du secteur des biens non-échangeables  $L_T$  dans l'emploi total  $L$ . On peut dès lors écrire le pourcentage de croissance de l'emploi total comme une moyenne pondérée de la variation en pourcentage de l'emploi dans chacun des secteurs :

$$d \log L = (1 - \lambda_N) d \log L_T + \lambda_N d \log L_N . \quad (3)$$

On définit les élasticités des demandes de travail sectorielles comme suit :

$$\eta_T = \frac{-d \log L_T}{d \log(w/p_T)} \text{ et } \eta_N = \frac{-d \log L_N}{d \log(w/p_N)}. \quad (4)$$

Ceci nous donne facilement les pourcentages de variation de l'emploi dans les deux secteurs comme suit :

$$d \log L_T = -\eta_T d \log w \text{ et } d \log L_N = -\eta_N (d \log w - d \log p_N). \quad (5)$$

En substituant ces expressions dans (3) on trouve, en notant  $\bar{\eta} = (1 - \lambda_N)\eta_T + \lambda_N \eta_N$  la moyenne pondérée des élasticités de demande de travail :

$$d \log L = \lambda_N \eta_N d \log p_N - \bar{\eta} d \log w. \quad (6)$$

Nous devons maintenant prendre en compte le mécanisme d'indexation décrit ci-dessus. Pour cela, définissons les deux élasticités suivantes :

$$\theta = \frac{L \omega'(L)}{\omega(L)} \text{ et } \pi = \frac{p_N}{p(p_T, p_N)} \frac{\partial p(p_T, p_N)}{\partial p_N}. \quad (7)$$

Ainsi,  $\theta$  représente l'intensité de l'indexation du salaire réel sur la croissance, représentée ici par l'augmentation de l'emploi total, et  $\pi$  représente la part du bien non échangeable dans l'indice de prix à la consommation. Munis de cette notation, nous pouvons écrire la variation en pourcentage du salaire sous la forme :

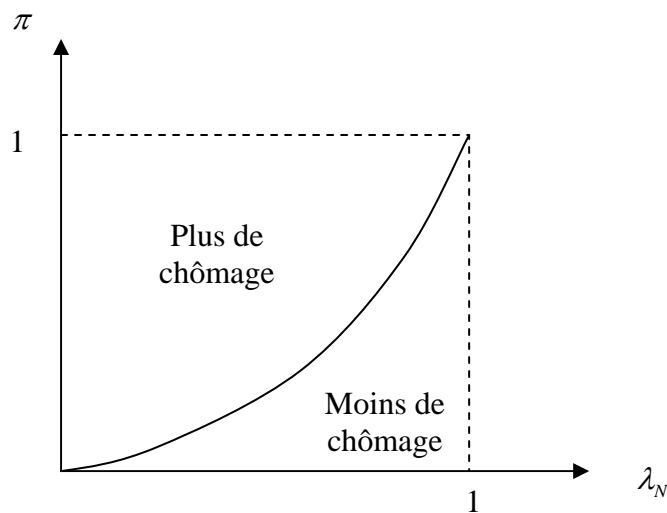
$$d \log w = \theta d \log L + \pi d \log p_N. \quad (8)$$

En substituant cette expression dans (6), on trouve enfin après avoir réorganisé les différents termes, l'expression suivante décrivant l'élasticité de l'emploi total par rapport à une variation de  $p_N$  :

$$\frac{d \log L}{d \log p_N} = \frac{\lambda_N \eta_N - \pi \bar{\eta}}{1 + \theta \bar{\eta}}. \quad (9)$$

Cette expression simple montre que l'indexation du salaire réel sur la croissance symbolisée par  $\theta$  a tendance à figer l'emploi à un niveau initial donné, en réduisant l'impact que pourrait avoir une politique comme la relance de la consommation, symbolisée ici par une augmentation de  $p_N$ . Cependant, rien ne garantit en fait que la relance de la consommation ait un impact positif sur l'emploi total, comme le montre le numérateur de (9). Ceci résulte de l'impact négatif sur l'emploi dans le secteur des biens échangeables dû au mécanisme d'indexation. Comme à la figure 2, nous voyons que l'effet agrégé sur l'emploi de la relance par la consommation est ambigu, à cause de ce « nouveau syndrome hollandais ». Le signe de l'effet net dépend de quatre paramètres, comme le montre le numérateur de (9). On peut penser que  $\bar{\eta} > \eta_N$  parce que le secteur des biens non-échangeables est protégé de la

concurrence internationale, de sorte que ces biens trouvent difficilement des substituts quand leurs prix augmentent, alors que le secteur exposé à la concurrence est soumis aux règles de la compétitivité internationale, qui pardonne difficilement les hausses de coûts de production. En revanche, on peut penser que  $\lambda_N > \pi$ , parce qu'une partie des biens non échangeables est fournie en réalité par des voies non marchandes, souvent subventionnées par les collectivités locales ou l'Etat. Ainsi, il est difficile de conclure, en présence de ces quatre paramètres peu connus quantitativement, et certainement difficiles à identifier par des analyses économétriques.



**Figure 3 : Impact de la relance selon les paramètres.**

La figure 3 résume ces incertitudes de l'analyse de statique comparative de l'équilibre du marché du travail de ce modèle en réponse à une relance par la consommation en présence du mécanisme d'indexation supposé. La frontière entre les deux zones est convexe sous les hypothèses spécifiées ci-dessus concernant les élasticités et parts de l'emploi.

Le modèle analysé ici illustre simplement le fait déjà bien connu de Keynes qu'il est difficile de mettre en œuvre une politique de relance par la demande s'il n'y a pas de rigidité nominale des salaires. Si de plus la rigidité réelle est garantie par un mécanisme d'indexation, alors la stratégie de relance keynésienne devient hautement problématique. En revanche, le mécanisme d'indexation des salaires sur l'inflation entraîne des dommages collatéraux sans ambiguïté, en détruisant des emplois dans le secteur exposé à la concurrence internationale et en transformant la relance de la demande intérieure en détérioration du déficit commercial.